

LAIT

Stratégie pour un prix du lait qui couvre les coûts de production

En tant qu'entrepreneurs, les agriculteurs doivent, pour survivre, couvrir les coûts de production. Il est donc nécessaire de débiter une réflexion de fond sur le prix du lait. S'il est souhaitable de fixer des objectifs quant à un prix européen du lait, il est également indispensable d'y associer la réflexion sur le marché lui-même.

Le rapport que PSL a publié sur une stratégie pour couvrir les coûts de production est très complet et explore toutes les pistes; depuis les aspects de défense professionnelle jusqu'aux collaborations pour valoriser au mieux les excédents de telle manière qu'ils pèsent le moins possible sur le prix. Chacun, à l'échelon de son exploitation, doit trouver le chemin pour améliorer ses résultats. L'éventail des opportunités présentées dans ce rapport est très vaste. Malheureusement toutes dépendent de deux conditions :

1. La volonté politique de soutenir les producteurs de lait en rendant possible l'application de la force obligatoire pour les mesures visant au bien commun. En l'état actuel, il semble peu probable que la Confédération aide la profession dans ce type de schéma (commission de la concurrence, volonté politique de baisse de prix ou d'alignement de prix sur l'Europe).

2. La volonté des producteurs de lait de s'organiser, seuls et comme des grands, sans attendre la bénédiction de l'Etat, sur la base d'un contrat de droit privé afin de mettre sur pied des mesures nationales.

Actuellement toutes les organisations pensent qu'il est absolument impossible d'arriver à ce que les producteurs acceptent une telle forme de responsabilité. Ce terme de « responsabilité » à un sens bien plus profond que ce que l'on pourrait croire. En effet ce n'est

plus seulement de solidarité dont nous avons besoin, mais de responsabilité individuelle. Etre solidaire peut équivoir à attendre dans son coin que d'autres prennent des décisions. Par contre, être responsable signifie que chacun participe, reconnaît un intérêt supérieur commun et accepte de déléguer une part de sa responsabilité personnelle à une organisation ayant une stratégie nationale. Une stratégie ce n'est pas seulement un nombre de litres de lait, un nombre de producteurs ou un prix du lait. Elle doit être plus ambitieuse, intégrer la réflexion sur l'organisation des producteurs, ceci afin d'atteindre une solution qui leur permette de survivre avec les moyens financiers propres à l'activité agricole.

C'est là le grand défi de demain: les producteurs seront-ils assez sages, assez visionnaires pour enfin réfléchir et élaborer des solutions que leurs soient

propres? Ou préfèrent-ils attendre ou se battre pour obtenir de la Confédération un geste pour qu'elle mette elle-même en place des mesures qui l'arrangent?

Je veux croire en des producteurs de lait entreprenants, capables de prendre leurs responsabilités, capables de se rendre compte que c'est de l'intérieur que l'on trouvera des solutions pour que des producteurs de lait puissent continuer à vivre dans notre pays et non pas simplement, comme la Confédération et les acheteurs de lait le disent : « pour assurer une production laitière en Suisse ». Nous ne voulons pas seulement du lait, nous voulons des producteurs en nombre qui puissent vivre de leur métier.

A nous producteurs de lait de devenir acteurs responsables de notre avenir.

Jean-Eugène Pasche,
comité Uniterre Vaud

Elsa ouvre une brèche, d'autres s'y engouffreront

La Migros, à nouveau, sème la pagaille dans le marché laitier national. ELSA, le principal transformateur de lait en Suisse, a obtenu la possibilité d'exporter sur le marché européen 3 millions de kg de lait supplémentaires. Pour obtenir cette quantité, elle a lancé un appel d'offre à 50 ct/kg de lait (-25% du prix actuel) sous la forme d'une lettre adressée personnellement à ses fournisseurs, évitant par la même occasion l'organisation qui les représente...et donc toute négociation sur les prix.

Business avant tout!

Placé devant le fait accompli et sans aucune possibilité de négocier, les producteurs se sont retrouvés piégés entre «refuser» ou «couler du lait à 50 cts». Si la plupart des producteurs ont décliné l'offre, quelques uns, naïfs ou mal informés l'ont tout même acceptée, si bien que près des 3 millions de kg avaient trouvé preneurs à la mi-mai. En réponse à cette situation, les organisations de producteurs et la défense professionnelle ont condamné en bloc cette course à la sous-enchère; ce qui a porté ses fruits étant donné qu'à l'heure actuelle près de 50% des signataires préalables se sont retirés. Néanmoins, ELSA semble vouloir annoncer la couleur

à tous ses fournisseurs, actuels et futurs: le marché a ses lois et nous allons en profiter un maximum! Nos partenaires doivent en être conscients! Dans l'arène du business, chaque coup, aussi fumant soit-il, est une réussite!

Double dumping

Cette affaire a permis également de mettre en lumière une autre réalité des marchés, à savoir les subventions à l'exportation. Ces 27 ct/kg de lait attribué par la Confédération à tout exportateur qui pénètre des marchés étrangers sont apparus soudain comme scandaleux alors qu'ils sont inscrits dans la loi! Dans le cas d'ELSA, pour chaque kg de lait exporté et payé 50 cts/kg au producteur, l'entreprise touche 27 cts. Ce qui permet à la MIGROS d'exporter du lait à 23 ct/kg, soit bien en dessous du prix européen. MIGROS (et d'autres) cassent donc non seulement les prix en Suisse, mais également là où du lait est exporté, et cela en toute légalité !

Gestion des quantités

Cette salve d'ELSA a donc eu une portée limitée, mais a manifestement ouvert une brèche dans laquelle d'autres pourraient bien vouloir s'infiltrer. A nous de nous y préparer et de réagir

en conséquence. Face à cette situation, il de notre devoir, paysans et organisations paysannes de Suisse et d'ailleurs, d'accorder nos violons et de retrouver une certaine responsabilité et une complémentarité dans nos actions. Il est illusoire de croire que nos vrais «partenaires» sont les commerciaux et les transformateurs. Ceux-ci tenteront de nous arnaquer à chaque fois que la possibilité leur sera offerte! A nous d'imposer nos garde-fous! Parmi ceux-ci, Uniterre revendique une gestion nationale du marché laitier qui soit en main de la profession. La Confédération pourrait attribuer un mandat à une entité nationale – pourquoi pas à la FPSL – pour l'organisation du marché. Cette structure aurait la responsabilité de gérer les demandes et les offres par filière et

pourrait adapter les quantités au marché afin que celui-ci puisse fournir un prix stable et rémunérateur.

Uniterre est persuadé que les vrais partenaires des paysans sont en premier lieu les paysans. C'est ensemble que nous devons travailler à préparer et imposer nos revendications à ceux qui cherchent à nous diviser. Nous devons nous rassembler pour être plus forts et surtout ne pas nous tromper de cible! C'est dans cet état d'esprit qu'Uniterre travaille assidument avec plusieurs autres organisations et syndicats paysans européens sur un projet d'observatoire du marché laitier européen et sur une éventuelle grève du lait.

Nicolas Bezençon



ERNEST ROTH S. A.
CH-2900 PORRENTRUUY
Tél. 032 465 70 70 Internet: www.rothsa.com
Fax 032 465 70 71 E-mail: info@rothsa.com